

Pour ouvrir un lien : Ctrl + clic

CO.U.R.R.I.E.L.

Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Émancipation Linguistique

www.courriel-languefrancaise.org

PÉTITION CONTRE L'ANGLOPHONISATION DE LA FRANCE

La langue française est aux termes de la constitution, la langue officielle de la République. Elle est censée

être protégée par une loi de 1994 contre les menaces que fait peser sur elle la politique d'anglophonisation

totale de la planète décrite par le linguiste Claude Hagège.

Or, les grandes surfaces font tout pour assassiner notre langue. A Lens et bientôt sans doute partout ailleurs,

Atac est devenu Simply Market, Marché Plus vient de se rebaptiser Carrefour City et Champion vient de

se transformer en Carrefour Market.

Il revient aux autorités de faire respecter la loi et la constitution comme l'a courageusement fait le Préfet de

la Région Rhône-Alpes en interdisant à l'Aéroport de Lyon de se rebaptiser Lyon Airport.

Quant aux grandes surfaces, Carrefour et Auchan, elles feraient mieux d'abaisser leurs prix, de respecter les

petits producteurs (pêcheurs, laitiers, légumiers...) et d'augmenter les salaires de leur personnel plutôt que de

trahir notre langue et que de manquer gravement de respect à leurs clients francophones.

Nous demandons que les autorités de la République fassent enfin respecter la langue française, dont la

marginalisation signifierait la mort de notre pays en même temps que la trahison de tout l'espace francophone. Cessons de confondre ouverture sur le monde et mise en place oppressive et impérialiste d'une

langue, d'un mode de vie, d'une politique et d'une économie uniques.

NOM Prénom Adresse électronique /postale

Profession Signature

À retourner à COURRIEL, 10 rue Grignard 62300 Lens (France), ou à envoyer avec les mêmes renseignements par courriel à bureau.courriel@gmail.com

1539-2009 – 470^e anniversaire de l'Edit de Villers-Côterets qui fit du français la langue officielle de la France DE LA RENAISSANCE A LA DECADENCE ORGANISEE

Le 31 août 1539 était publié l'Edit de Villers Côtterets par lequel François 1er érigeait le français en langue officielle de notre pays.

Dans les conditions de l'époque cet acte de politique linguistique fut une avancée majeure pour la construction de l'Etat national : il visait à unifier l'administration de la France, à accompagner linguistiquement l'unification du royaume au détriment de l'émiettement hérité du féodalisme, à permettre à la bourgeoisie des villes et des campagnes de comprendre les actes publics rédigés jusqu'alors en latin.

Cette période historique durant laquelle Du Bellay écrivait sa « Défense et illustration de la langue française » coïncidait avec un élan magnifique de créativité culturelle dans notre pays avec Rabelais, Montaigne, Ronsard, Ambroise Paré, combien d'autres encore.

Même si l'on peut regretter que l'unification linguistique de la nation se soit effectuée d'abord en faveur de la classe dirigeante, d'abord sous l'égide de la monarchie absolue, puis sous l'impulsion des régimes issus de la Révolution bourgeoise de 1789, d'une manière unilatérale et parfois brutale et en marginalisant de grandes langues régionales, l'Edit de Villers Côtterets permit peu à peu à la langue française d'accéder à un rayonnement non seulement national, mais universel à travers les sciences, la littérature, la philosophie de la Renaissance, du Grand Siècle, du Siècle des Lumières, des 19^e et 20^e siècles porteurs des luttes pour la pensée libre et pour l'émancipation politique et sociale des opprimés.

Devenu langue officielle de la République Française et comme telle

inscrit dans la Constitution le français reste à jamais la langue de ces monuments de l'émancipation humaine que sont le Discours de la Méthode, l'Encyclopédie, les Déclarations des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et 1793, les décrets de la Commune de Paris, le Programme du Conseil National de la Résistance...

Aujourd'hui même il est une langue littéraire mondiale, la langue des luttes sociales et politiques de ceux qui ont dit NON en mai 2005, qui ont confirmé leur refus en 2009, qui combattent la régression sociale au point que les travailleurs allemands manifestaient récemment sous la banderole « lernen wir französische ! » APPRENONS LE FRANÇAIS !

Ce pendant la situation du Français en août 2009, 470 ans après l'Edit de Villers Côtterets est très inquiétante. Sans jamais avoir le courage de la dire, sans oser engager le moindre débat national sur cette question, l'oligarchie financière au pouvoir dans notre pays, a décidé en secretle basculement linguistique de la France au TOUT ANGLAIS.

Violant la Constitution nombre de grandes entreprises du CAC40 imposent à leurs salariés de travailler en anglais sur le sol même de notre pays. Le MEDEF a pris pour devise « ready for the future » obéissant aux consignes de « Business Europe » et de son patron le baron Seillières qui invite à faire de l'anglais « LA langue de l'entreprise et des affaires ».

Défendre la langue française contre le "tout anglais"

enjeu vital pour la résistance populaire

Il ne suffit pas au MEDEF, à l'U.E. de Maastricht et au pouvoir UMP de livrer une guerre sans merci contre les acquis sociaux de 1968, 1945 et 1936. Il ne leur suffit plus désormais de stigmatiser les principes républicains issus de la Révolution française pour parvenir à leur fin: **détruire le peuple français**, transformer la "République" en coquille vide, mettre à genoux la jeunesse et la classe laborieuse de France traditionnellement frondeuse, instaurer un Etat supranational européen.

Cible centrale de cette attaque, la langue française, de plus en plus assiégée par les puissances dominantes y compris, maintenant, volonté affichée du grand patronat, "BusinessEurope" oblige, de faire de l'angloaméricain "la langue des affaires et de l'entreprise". Les syndicats en sont même à revendiquer en France le droit de travailler en français !

Oui, la langue de Rabelais et de Molière, d'Aragon et d' Aimé Césaire est un obstacle dressé sur le chemin de ceux qui rêvent d'instaurer le **premier totalitarisme planétaire de l'histoire sous la forme de la mondialisation néolibérale**.

Plus gravement, les gouvernants actuels, eux qui n'ont jamais demandé à un Anglais ou un Allemand fortuné, ressortissants de l'UE, de connaître un mot de notre langue, prétendent faire du français un principe d'exclusion pour faire le tri entre les travailleurs immigrés venus d'Afrique noire et du Maghreb.

Il est donc temps pour les progressistes de faire de la défense du français, assassiné par la classe dominante, **un enjeu majeur de leur résistance sociale, politique et culturelle**.

D'autant plus que cette résistance n'a pas un caractère étroitement hexagonal. Elle se confond avec celle de la diversité linguistique mondiale. En France même, il ne s'agit pas d'opposer le français aux langues et aux cultures régionales, qui font partie de l'héritage commun de la nation.

C'est pourquoi les initiateurs du [Manifeste progressiste](#) pour la langue française mettent le présent site à la disposition des progressistes engagés dans la résistance sociale et la reconquête républicaine. Tout en assumant ses choix civiques, le **Collectif Progressiste de Résistance Linguistique (CO.P.RE.L.)** appelle l'ensemble des organisations républicaines de défense de la langue française à **passer ensemble à l'offensive contre le "tout anglais"**.

Tout au long du colloque, les participants ont montré un vif intérêt pour le grand mouvement de résistance des travailleurs et de la jeunesse de France à la casse des acquis sociaux par Sarkozy et par l'UE.



L'UNION - L'Ardennais

Dimanche 14 novembre 2010

Comment le français est assassiné en France...

[Lire](#)

Georges GASTAUD saisit le médiateur de Radio-France :

Georges Gastaud, professeur de philosophie, président du COURRIEL, association progressiste de résistance linguistique au "tout-anglais" à M. Jérôme Bouvier, médiateur de Radio-France Le 5 avril 2010 double à plusieurs associations de défense de la Francophonie, ainsi qu'à plusieurs militants de la francophonie Monsieur, J'ai l'honneur de vous interpeller au nom de mon association, et au nom d'auditeurs scandalisés de plus en plus nombreux dans mon entourage (y compris dans la jeunesse), au sujet de la MALTRAITANCE systématique dont la langue française est l'objet sur les antennes de Radio- "France". Je ne parle même pas des innombrables fautes de grammaire ou de vocabulaire commises par des professionnels de la radio dont on pourrait espérer un minimum de tenue linguistique: quand la maison brûle, on n'en est plus à chercher les taches sur la tapisserie ! Je parle de l'invasion du tout-anglais, du franglais, dans nombre d'émissions et de chaînes qui semblent tout ignorer de la loi Toubon et de l'article 2 de la Constitution./ Radio-France devient ainsi peu à peu une zone de non-droit linguistique./ Ne parlons même pas du "Mouv'", dont le nom camoufle mal l'emprunt à l'anglais d'aéroport, et dont la programmation est massivement anglophone. J'ai en vue également "France-Info", dont les émissions regorgent de locutions anglaises censées faire branché. Le "comme on dit en anglais" abonde désormais dans la bouche des commentateurs comme si la moindre des choses pour un service public national n'était pas de garantir au locuteur francophone (même s'il parle anglais, il n'a pas forcément envie d'en "manger" à toute heure!) le droit élémentaire à comprendre ce qu'on lui dit. C'est une question minimale de respect! Les émissions consacrées au "Web" sont, de ce point de vue, une vraie caricature. J'ai également en vue, et c'est plus lamentable et plus surprenant encore, France-Culture: je viens de protester auprès de l'animateur de l'émission consacrée aux "industries culturelles" le dimanche soir sur cette chaîne. C'était hier soir un véritable GALIMATIAS censé faire branché, mais dont l'effet sur l'auditeur moyen est tout bonnement de se sentir exclu et de changer de chaîne. Non seulement l'animateur truffe son propos, ô combien superficiel, de mots américains (le français n'est là que pour assurer la syntaxe, et encore!), mais il cite à tout instant des phrases en anglais en ponctuant de "comme on dit en anglais". C'est une discrimination manifeste et je me réserve d'écrire à la HALDE car jusqu'à nouvel ordre, l'anglais n'est pas encore la maternelle du pays. Bref, y a-t-il encore une quelconque veille linguistique à Radio-France? Le C.S.A. est-il encore chargé de faire appliquer la loi Toubon? Ou y a-t-il au contraire, de manière implicite, une politique d'anglophonisation systématique de vos chaînes? Cela n'aurait rien de surprenant quand on voit le grand patronat BASCULER littéralement notre pays à l'anglais (dans les derniers mois "Champion" est devenu "CArrefour Market" et les magasins Auchan-Attac se sont rebaptisés "Simply Market", mais on pourrait donner d'innombrables exemples de cette politique patronale d'arrachage linguistique). Certes aujourd'hui notre peuple a tellement de difficultés sur les plans social et économique qu'il a du mal à prêter attention à cette politique linguistique, fortement relayée par l'UE et par le gouvernement actuel (notamment par Mme Péresse, "prix de la Carpette anglaise" en raison de sa honteuse politique d'anglophonisation obligatoire des universités). Et pourtant quand on les sonde sur "l'identité nationale", une infime minorité de racistes classe en premier l'immigration, alors que 85% des sondés mettent au premier plan la langue de Molière et de V. Hugo, qui est aussi du reste le bien commun de tous les francophones. Et de ce problème-là, non seulement la radio "nationale" n'en parle jamais dans ses innombrables émissions "interactives"... qui

utilisent le français pour le mettre en pièces, mais elle fait tout, consciemment ou pas, pour aggraver le tableau et pour imposer des usages désastreux et irréversibles sans aucun esprit de responsabilité citoyenne. Et si l'on proteste, on est immédiatement traité de nationaliste, comme si l'imposition d'une langue unique à l'Europe et à la planète ne servait pas le plus dangereux, -et belliqueux-, des impérialismes! C'est pourquoi, sûr de traduire l'opinion de millions de gens encore isolés, mais qui tôt ou tard, comme au Québec, se réveilleront pour défendre leur langue, leurs acquis sociaux et leurs libertés, je vous prie de faire le nécessaire pour que ce sujet soit traité à l'antenne de manière pluraliste et pour qu'en outre, les directions de chaîne soient fortement chapitrées sur cette question.

/Yes?/

Avec mes salutations plus qu'inquiètes, surtout quand j'observe la quiétude à ce sujet, pour ne pas dire plus, des autorités de tutelle...

Georges Gastaud

////////////////////////////////////

Haillicourt - Carrefour Market en grève !

**SOUTIEN TOTAL AUX SALARIES EN LUTTE DE
CARREFOUR-"MARKET"**

Plus prompt à casser la langue française qu'à améliorer le pouvoir d'achat de ses salariés et de ses clients, la firme "Carrefour-Market", ex-"Champion" est actuellement confrontée à un large mouvement social dans lequel sont impliqués les syndicats CGT et CFDT.

Les amis de la langue française sont invités à soutenir chaleureusement ce mouvement, à discuter avec les salariés en lutte, à appuyer les revendications en s'adressant à la direction. A l'occasion de ces contacts, appelons également les salariés à critiquer la politique linguistique scandaleuse de ce groupe prétendument français qui a rebaptisé toutes ses enseignes en anglais, qui sonorise largement ses magasins dans cette langue et qui affiche nombre de produits "Carrefour" en anglais au mépris de la loi Toubon.

Comment un groupe qui méprise la langue de ses clients pourrait-il respecter ses salariés? Et la réciproque vaut également!

Ce sont les mêmes qui démolissent le français au profit du tout-anglais patronal et qui méprisent leur personnel et leurs clients: les grands actionnaires profiteurs qui ne connaissent que la loi du plus riche, fascinés qu'ils sont par le désastreux ANTI-modèle social US.

Il faut donc que se solidarisent ceux qui luttent pour la dignité humaine, que ce soit en soutenant la lutte des salariés ou en défendant la langue des peuples contre l'anglais impérial.

**LA RESISTANCE NE SE DIVISE PAS, NON AU MEPRIS DE CARREFOUR
MARKET POUR SES SALARIES ET POUR SES CLIENTS FRANCOPHONES!**

G. Gastaud, Président du COURRIEL

A lire dans "La Voix du Nord" deux très bons papiers:

-

http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2010/03/25/article_la-langue-francaise-maltraitee-par-ses-e.shtml

-

http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2010/03/25/article_ecrivain-auteur-de-la-langue-francaise-a.shtml



Anna Maria Campogrande, Présidente d'ATHENA

interroge :

Qui peut faire quelque chose contre cet incompréhensible et avilissant sabordage de la langue française, par les Français eux-mêmes, au cœur de l'Europe où la lumière de la « raison » est plus nécessaire que partout ailleurs dans le Monde ?

Elle transmet ce courrier reçu de l'Institut "*Français*" de Relations Internationales

The French Institute of International Relations

The Ifri Energy Program: European Gouvernance and Geopolitics

We are pleased to invite Mrs Anna-Maria CAMPOGRANDE to

The Annual Conference of the Ifri Energy Program

**"Energy, the Economy and Environment -
Start of a New Decade"**

(agenda in attached)

"La politique de promotion de la langue française".

*13ème législature *

>

> Question N° : * 53820 * de * M. Candelier Jean-Jacques *(Gauche
> démocrate et républicaine - Nord) *QE *

> Ministère interrogé : Culture et communication

> Ministère attributaire : Culture et communication

>

> Question publiée au JO le : *30/06/2009* page : *6293*

>>

> Rubrique : langue française

> Tête d'analyse : défense et usage

> Analyse : perspectives

> *_Texte de la QUESTION :_* M. Jean-Jacques Candelier interroge M. le

> ministre de la culture et de la communication sur sa politique

> linguistique, et plus particulièrement sa politique en faveur de la

> langue française. De nombreuses associations de défense de la langue

> française, comme le Courriel (Collectif unitaire républicain de

> résistance, d'initiative et d'émancipation linguistique), par exemple,

> militent pour l'enseignement et la promotion du français, pour

> beaucoup symbole des valeurs universelles de la République et de notre

> souveraineté nationale. Ce combat est selon lui rendu d'autant plus

> ardent qu'il pense déceler une stratégie organisée de liquidation de

> la langue française, à travers de multiples déclarations de rejet de

> notre langue nationale par des membres du Gouvernement, à travers

> certains discours prononcés en anglais par le Président de la

> République, à travers l'imposition progressive de l'anglais par

> l'Union européenne ou encore, à travers cette imposition par les

> grandes entreprises (le slogan du MEDEF est « /ready for the future/

> »). Ce basculement organisé vers l'anglais, notamment dans sa forme

> américaine, est censé mieux correspondre à la modernité. En réalité,

> il est surtout le véhicule de la pensée unique ultramondialiste et de

> l'idéologie ultralibérale. Ce phénomène d'anglicisation à outrance est

> particulièrement préoccupant car il tend à la fragilisation de la

> cohésion nationale, à travers une perte d'intégrité psychologique des

> citoyens, une perte des repères culturels et des problèmes de

> communication. Alors que l'article 2 de notre Constitution indique que

> « la langue de la République est le français », il lui demande la

> politique qu'il compte mener en faveur de la promotion du français et

> comment il entend lutter contre un envahissement de l'anglais.

> Cordialement,

>

> Le cabinet parlementaire de Jean-Jacques Candelier,

> Député du Nord

>

> Siège du Député,

> Place Victor Brachelet

> 59450 SOMAIN

>

> www.jeanjacquescandelier.fr <<http://www.jjcandelier.fr/>>

>

> jjcandelier@assemblee-nationale.fr

> <<mailto:jjcandelier@assemblee-nationale.fr>>> Tel: 03 27 98 82 21 > Fax: 03 27 98 92 26

Ces enfants et ces jeunes gavés de «globish»

Texte paru le 26/10/2009 dans la tribune du site de Marianne

Pour **Marc Favre d'Échallens**, la déferlante de l'anglais d'aéroport, le globish, dans la publicité et la communication signe un échec culturel dû à une démission des élites. Oublier sa langue, n'est-ce pas s'oublier soi-même?
Daniel Garcia

Lire l'article : http://www.langue-francaise.org/evenements_globish_26_10_2009_Marc_F_E.pdf

OOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOOO

Le Figaro accompagne les attaques contre la loi Toubon

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2010/10/06/01016-20101006ARTFIG00739-ecoles-et-universites-veulent-enseigner-en-anglais.php>

COURRIEL réagit

COURRIEL riposte :

Madame, Monsieur,

A notre époque, où un prétendu *modernisme* se confond si volontiers avec un *américanisme* convenu, sous le haut patronage d'une mondialisation avant tout financière, votre article ne surprendra pas.

La soumission idéologique aux intérêts les plus ostensiblement anti-français est devenu une compétition de haut niveau dans le journalisme hexagonal, les élites démissionnaires ne manquant ni pour publier ni pour lire.

Comment, à rebours du ton complaisant de votre article, ne pas s'insurger, sainement, que Toulouse-

I dispense, en France et -en majorité- à de jeunes français des cours en anglais, au motif

doublement douloureux que ses professeurs eux-mêmes, vivant en France et de la France, n'aient pas jugé bon d'apprendre notre langue ?

Comment trouver normal que ces bons enseignants n'aient pas la courtoisie élémentaire de maîtriser la langue du pays où ils vivent, mais que par ailleurs des enseignants français, même peu à l'aise

avec l'anglais, dussent quant à eux se faire violence, au détriment avoué de la profondeur du discours ?

Si Sire Bruno souhaite tant les étudiants étrangers, ne pourrait-on se demander simplement *pourquoi* ? Quel intérêt en effet pour le pays, si ce faisant c'est la culture et l'idéologie anglosaxonne que nos universités et Écoles véhiculent, et aux frais de nos concitoyens ? Et les étudiants d'Harvard seraient-ils si indubitablement meilleurs que d'autres, de pays forcément non cités, et, *-car la langue française est implantée* sur tous les continents et rassemble toujours plus de 250 millions de locuteurs- potentiellement... francophones ?

« Attirer les étudiants avec l'anglais ». Il est navrant de constater le manque à peu près total de lucidité de nos élites bien-pensantes, affolées à l'idée de n'être pas nées anglaises ou américaines, et tentant avec application de combler ce retard angoissant sur leurs modèles. En science dure, les étudiants viennent... pour la Science elle-même. Et que dire quand, dans les Humanités, ils s'intéressent à la culture... Les stratégies de courtes-vues n'occulteront pas ce fait : si la France *enseigne en français, alors* comme toujours des étudiants souhaiteront s'y rendre, et des universités étrangères proposeront des cours de notre belle langue pour les y préparer. Alors bien sûr que si nous abdiquons nous mêmes...

Oublier que nous sommes la cinquième puissance économique mondiale, que le CNRS place la Recherche française à la première place européenne et à la cinquième place mondiale (cf. notamment le classement CIMAGO...), ne pas se rappeler que c'est une École d'ingénieur sur le modèle de ... Centrale Paris qui a ouvert récemment à Shanghai, nier d'un coup tout notre contingent de médailles Fields (nous avons d'ailleurs la deuxième délégation au monde au Congrès international des mathématiciens, avec seulement 60 millions d'habitants...), de prix Nobel, ces découvertes qui obligent l'Histoire des Sciences à s'écrire avec des accents... Voilà l'aveuglement. *Oui, les étudiants viendront. Les meilleurs. Pour cela. Du moins si nous savons valoriser et défendre ce patrimoine exceptionnel, cette chance* historique que d'avoir un tel réseau d'Alliances françaises, de Lycées français, de locuteurs dont c'est la langue maternelle ou d'élection, en toute place du globe. Cette chance unique de compter Pascal et Lavoisier, Curie et d'Alembert, tous ces grands

scientifiques qui ont infléchi la pensée dialectique et forgé la pratique scientifique parmi les anciens de nos laboratoires et de nos universités. De prolonger chaque jour leurs réussites passées par nos inventions présentes.

Ne vouloir exister que dans l'ombre des États-Unis, donner des signes si ostensibles d'un grave mépris de nous même, voilà qui sans doute nous rendra bien moins attirants pour les « meilleurs étudiants étrangers ». On n'est pas aimé quand on ne s'aime pas un minimum soi même.

Au reste, et c'est tellement évident que le rappeler est presque pénible, mais un étudiant avisé préférera le modèle à la copie... Venir en France pour apprendre l'anglais -surtout après les gorges chaudes

qui sont faites, en vos pages et dans d'autres, sur notre prétendu retard sur ce plan- c'est tout simplement grotesque. Autant aller apprendre la cuisine française en Angleterre.

Enfin, grand oublié de ce beau morceau de journalisme critique, les étudiants français, ceux là même dont on peut avancer sans spéculer qu'ils sont encore, pour l'heure, pleinement francophones... Doivent-ils renoncer à l'usage de leur langue maternelle dans leur propre pays, et être condamnés à moins bien réussir dans leurs propres formations que les anglo-saxons ? Seraientils moins légitimes, moins bienvenus, peut-on déceimment admettre que leur langue n'est plus *suffisante, que leur identité n'est plus adéquate pour l'apprentissage des contenus disciplinaires ?*

Doivent-ils être relégués aux formations de moindre prestige et de moindre portée parce que, malgré la formidable représentation française dans le monde, une poignée d'idéologues de la *collaboration joyeuse ont décidé que haut niveau se conjugait avec international*, et que le tout ne pouvait se prononcer qu'avec l'accent du Sussex ?

Matthieu VARNIER,

Secrétaire général du COURRIEL,

(également chercheur en robotique, et ingénieur ENSAM),

pour le bureau national de l'association.

PS : il est d'ailleurs symptomatique que votre article se focalise exclusivement sur les opinions des dirigeants de quelques unes de nos Écoles et Universités. Elles sont exactement traitées comme n'importe quelle entreprise, implicitement vouées par essence à une croissance éperdue, en

l'occurrence dont on peut se demander pour la satisfaction de qui ou de quel but abstrait. Il n'est que trop révélateur de voir votre titre, comme souvent, assimiler l'Université (et nos Grandes Écoles)

non à l'avis de leurs usagers (les étudiants eux mêmes...), non à l'avis de ceux qui les font au quotidien (les enseignants qui leur donnent leur âme et leur fameuse attractivité...), mais aux opinions de leur seul "PDG" -pourtant généralement si résolument différentes de ceux des individus sus-cités. Sur un sujet de cette importance, on se serait même cru en droit d'attendre (et d'entendre) l'avis... de la population, la première concernée, semble-t-il, par une évolution si radicale de ses institutions, de ces organismes faisant « mission de service public », quand ils n'y appartiennent pas directement. Il est grand temps de réaffirmer le rôle difficilement contestable de la formation supérieure dans l'avenir de la nation, rôle par essence et avant tout local -former l'élite économique, technique, scientifique et culturelle dont notre société a besoin pour son fonctionnement et son rayonnement-, qu'il est insane d'abandonner pour le bénéfice forcément secondaire de la coopération universitaire internationale, ou plutôt -nettement moins noble- du monnayage à grande échelle de notre savoir-faire.

Un appel de l'AFRAV

[http://www.francophonie-avenir.com/Index RR Allons manifester a Reims contre l'anglicisation de nos universites.htm](http://www.francophonie-avenir.com/Index_RR_Allons_manifester_a_Reims_contre_l%27anglicisation_de_nos_universites.htm)

oo

La langue française et l'Europe

Enquête de EUROPE LIBRE

Réponse de Georges GASTAUD

Madame, Monsieur,

**Dans le cadre de notre enquête
Quelle(s) langue(s) pour l'Europe ?**

**nous vous soumettons ci-après le questionnaire
L'Europe peut-elle être démocratique
si elle bafoue les droits linguistiques de ses citoyens ?**

Merci d'avance pour votre participation.

1. Pensez-vous que l'anglais soit devenu trop envahissant dans votre vie quotidienne ? **Oui. Le Courriel pense même qu'il s'agisse d'une politique d' "arrachage" de la langue française par l'oligarchie politico-économique capitaliste, y compris "française". Je dis bien qu'il s'agit d'une politique: le "marché" n'est pas le seul coupable. Ainsi, nous ne pensons pas que notre gouvernement soit passif ou indifférent sur le plan des affaires linguistiques: il est parfaitement informé, relancé par les associations de défense linguistique et il se moque d'elles en les ignorant ou en répondant systématiquement à côté quand on l'interpelle. A l'Université, dans la Recherche, aux Affaires étrangères, et même dans l'Armée française qui vient de réintégrer l'OTAN, les ministres de N. Sarkozy font l'impossible pour FAVORISER l'anglais au détriment du français. Christine Lagarde, dite "The Guard", le "French Doctor" Kouchner, Valérie Pécresse, Luc Chatel y sont poussés par le MEDEF dont l'ancien patron, le Baron E.-A. Seillière, devenu entretiens président du syndicat patronal européen "Business Europe", considère que "l'anglais est la langue de l'entreprise et des affaires". Ce viol manifeste et répété de l'état de droit (car le français est la langue constitutionnelle de la France, article II de la constitution) est particulièrement sensible dans le domaine de la politique universitaire (loi Pécresse, dite LRU) et scolaire (réforme Chatel du lycée). Dans le domaine professionnel, plusieurs syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, CGC, s'étaient associés en 2007 pour défendre le "droit de travailler en français en France". On en est là ! Malheureusement, l'opposition "socialiste" n'est pas en reste puisque Mme Aubry promeut le slogan "liberté, égalité, CARE", rabattant la tradition républicaine française sur les signifiés compassionnels d'origine états-unienne. Le travail du COURRIEL est de s'adresser principalement au monde du travail et aux forces progressistes pour les appeler à défendre la langue nationale car ce sont évidemment les catégories populaires qui seraient massivement discriminées si le basculement linguistique en faveur du tout-anglais réussissait. Ne pas prendre en compte la dimension DE CLASSE de la politique linguistique de l'UE, du grand patronat, de la droite et d'une bonne partie de la social-démocratie (bref, de toutes ces forces qui ont promu à son de trompe feu la constitution européenne), c'est prendre le risque de ne pas la combattre efficacement en comptant pour s'y opposer sur les "autorités" européennes... qui en sont les principales instigatrices.
(enseignement, cadre professionnel, publicité, etc.)**

2. Trouvez-vous normal que les pays non anglophones paient un impôt linguistique* de 17 milliards d'euros par an au seul profit du Royaume-Uni et des États-Unis ?

(*) Coûts liés à l'apprentissage de l'anglais et aux privilèges dont bénéficient les anglophones natifs dans les échanges européens (cf. rapport Grin, 2005, disponible sur le site de la documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054000678/index.shtml>). Bien entendu, c'est parfaitement scandaleux et discriminatoire.

Et cela montre la nature de cette construction européenne profondément hypocrite et impériale, derrière son verbiage "démocratique" et "humaniste".

3. Trouvez-vous normal que les institutions européennes pratiquent la discrimination linguistique* envers les citoyens européens ?

(*) Publications en anglais au détriment du français et des autres langues européennes, discrimination linguistique à l'embauche dans les institutions européennes, au profit des "native english speakers" ...

C'est absolument scandaleux, il faut dénoncer cela dans les populations des différents pays d'Europe. Et il ne faut pas hésiter à utiliser l'arme juridique si l'on en a les moyens financiers.

4. Pensez-vous que l'Union européenne s'implique suffisamment pour résoudre les problèmes linguistiques afin de garantir à chaque européen le droit d'être informé, de s'exprimer, d'étudier, de travailler dans sa langue natale tout en favorisant la diversité linguistique et culturelle dans l'enseignement ?

Hélas, l'UE ne s'implique que trop: elle est la principale orchestratrice de cette politique totalitaire. Voir la prétendue "journée européenne des langues" dans les lycées avec, en haut des affichettes envoyées dans les lycées, "European week of languages", qui montre bien que toutes les langues sont égales, surtout l'une d'elles. La construction européenne n'est pas "neutre", sa politique linguistique est au tout-anglais d'autant plus que l'UE s'inscrit désormais dans le projet d'Union

transatlantique. Bref, demander à l'UE de combattre le tout-anglais est naïf. Autant demander à Marc Dutroux, -excusez la brutalité de la comparaison-, de prendre la tête d'une campagne contre la pédophilie. Casse sociale, casse des Etats constitutifs de l'UE par l'encouragement discret aux euro-séparatismes, casse culturelle et linguistique, tout cela est parfaitement cohérent. Une autre Europe, Europe des lumières et des solidarités, ne pourra pas être construite dans le cadre des institutions non pas INTERNationales, mais SUPRAnationales, de l'UE. Ce n'est pas une position arbitraire, c'est le résultat d'une analyse portant sur des dizaines d'années de régressions tous azimuts orchestrées par Bruxelles.

5. Avez-vous déjà entendu parler de la possibilité d'utiliser l'espéranto, langue internationale équitable, comme langue commune de travail au sein des institutions européennes, afin de garantir l'équité linguistique en Europe ?

(*) Information sur l'espéranto : www.esperanto.net

Oui, le CO.U.R.R.I.E.L. regarde avec sympathie cette tentative mais il s'en tient à l'objet indiqué par ses statuts et il ne prend pas position à son sujet. Il existe aussi des tentatives de promouvoir un "latin moderne". Mais surtout, nous appelons les peuples, et spécialement les militants du mouvement ouvrier et populaire, à défendre leur langue et à imposer chez eux l'apprentissage du plurilinguisme.

6. Quelles sont vos suggestions pour développer l'équité linguistique en Europe :

A l'heure actuelle, la situation est si grave que la priorité nous paraît être de mobiliser les syndicats, les partis progressistes, les travailleurs, pour développer la RESISTANCE LINGUISTIQUE en lien avec la résistance sociale et civique aux prédatons antisociales et anticulturelles de l'oligarchie capitaliste. Non seulement cette position n'est pas divisive (nous n'opposons pas notre intervention spécifique à d'autres interventions "interclassistes") mais elle est indispensable pour que la majorité des populations (ouvriers, paysans, employés, petits fonctionnaires...) que cible la politique de basculement linguistique, SE METTE EN MOUVEMENT.

Au niveau scolaire, il est indispensable de combattre la politique impulsée par l'UE en matière de baisse drastique des "dépenses publiques", en réalité, des dépenses d'éducation et de santé: car cela aboutit à faire disparaître partout les "langue II et III", à diminuer les crédits culturels pour la francophonie, à supprimer les frais de traduction dans les colloques en imposant la solution de facilité du tout-à-l'anglais.

Sur le plan juridique, il faudrait attaquer les dispositifs institutionnels européens qui invalident systématiquement les tentatives de protection des langues nationales. Par ex. en France, quand on attaque des enseignes qui violent la loi Toubon de 1994, il arrive souvent qu'on gagne en France et qu'on perde au niveau européen, et cela AU NOM DU SACRO-SAINT LIBRE ECHANGE et de la "liberté" mal conçue (= conçue de manière "libérale" et non pas de manière démocratique). C'est dire à quel point il est impossible de défendre avec esprit de conséquence le droit des peuples à parler leur langue nationale sans dénoncer les traités néolibéraux européens dont l'objet central est d'institutionnaliser le libre-échange (rappel de l'article VI de Maastricht: l'économie européenne est une "économie de marché ouverte sur le monde" où la "concurrence est libre et non-faussée"; dans ce cadre, toute défense des langues apparaîtra toujours comme du "protectionnisme" déguisé).

Bien entendu, nous soutiendrions toute offensive à l'intérieur des institutions, mais autant en cerner d'avance les limites et saisir que le terrain principal reste celui de l'intervention sur le mouvement populaire.

Bien cordialement, G.G.

OO

Au coeur d'une polémique sur la langue française et les supposés bienfaits du "tout-anglais", nous relevons cette réaction salutaire de **François Taillandier**.

[Lire](#)

.....

Que pense de la langue française la Sénatrice "Verts" du Nord ?

Le Manifeste n'est pas à son goût.

Lire l'échange de correspondance avec Georges Gastaud.

[Lettre de M.C. Blandin](#)

[Réponse de Georges Gastaud - page 1](#)

[- page 2](#)

////////////////////////////////////

La Voix du Nord

Georges Gastaud veut bouter les mots anglais hors de Lens

vendredi 18.06.2010, 05:08 - PAR PHILIPPE BESSIN

http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Lens/actualite/Secteur_L

Carrefour city : le nouveau nom à l'anglaise du supermarché n'a pas échappé au prof de philo. PHOTO DELPHINE PINEAU

.....

Message aux travailleuses et travailleurs

Dans le cadre de la politique de casse généralisée que met en place l'actuel gouvernement, la langue française n'est pas épargnée. A peine élue, N. Sarkozy a ratifié le protocole de Londres et, par l'intermédiaire de ses ministres de l'Education Nationale (sic) et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, marginalise toujours davantage la langue française dans le domaine de l'enseignement. De la même façon, le patronat tend à imposer, tant dans le monde du travail que de la communication l'anglais à la place du français. E-A Sellière est allé jusqu'à déclarer que l'anglais était la « langue du monde de l'entreprise et des affaires ».

Face à la multiplicité des luttes à mener, beaucoup de militants syndicaux et politiques ne perçoivent pas l'enjeu fondamental de cette question ou n'y voient qu'un louable supplément d'âme. Le Collectif Unitaire Republicain de Résistance, d'Initiative et d'Emancipation Linguistique (COURRIEL) souhaite attirer l'attention de chacun sur l'enjeu fondamental que revêt ce combat dans les luttes sociales actuelles.

Les conditions de travail sont sans cesse attaquées par le patronat sous prétexte de rentabilité. Il est déjà difficile de travailler sereinement dans un tel contexte ; le fait de devoir en plus le faire dans une langue étrangère, dans une très vaste majorité des cas l'anglais, est un facteur aggravant dans la mesure où cela exige un effort intellectuel plus important, tout en constituant une source d'erreur supplémentaire, et donc une nouvelle tension

En outre, l'exigence de la maîtrise de l'anglais revient à disqualifier tous ceux qui ne maîtrisent pas cette langue et contribue à leur déclassement économique et social. Plus brutalement, il devient de plus en plus difficile de trouver un emploi sans maîtriser la langue anglaise, quand les entreprises ne réclament pas des locuteurs natifs : c'est une véritable préférence nationale aux bénéfices des anglo-saxons ! Si nous sommes bien sûrs hostiles à la politique odieuse qui se fonde sur l'identité nationale au détriment des travailleurs immigrés en provenance des pays du tiersmonde, nous ne saurions pas non plus accepter que les français soient discriminés dans leur propre pays.

Dans l'enseignement, la réforme des lycées conduit à enseigner des disciplines non linguistiques en langue étrangère, --de façon claire en anglais. Cette évolution est néfaste à toutes les parties prenantes.

Aux enseignants qui se voient imposés un travail et des difficultés supplémentaires dans un contexte de réduction des effectifs. Si l'on extrapole, les enseignants qui ne pourraient assumer leur enseignement en anglais pourraient être purement et simplement licenciés comme le permet la loi sur la mobilité.

Aux élèves, qui sont confrontés à un handicap supplémentaire, tout particulièrement ceux qui connaissent déjà des difficultés scolaires et sont issus des milieux populaires. C'est une barrière supplémentaire à la démocratisation de l'école dans son ensemble et de l'enseignement supérieur en particulier qui est insidieusement mise en place. C'est également d'ailleurs une absurdité pédagogique que d'additionner les difficultés au lieu de les sérier, mais bien plus grave, cela fait de l'anglais LA matière reine, celle qui conditionne l'accès –

Tous les salariés, travailleurs du secteur privé comme du public, sont donc soumis à un véritable impératif de déculturation, de soumission et d'humiliation par l'imposition d'une langue étrangère dans leur travail, pratique génératrice d'anxiété et d'inégalités.

Le COURRIEL appelle donc tous les militants politiques et syndicaux, notamment ceux de l'éducation, à intégrer systématiquement dans leurs revendications le droit de travailler et

d'étudier en français en France.
Paris, le 7 avril 2010

Y a bon, Bwana'n'glish! /

// Au temps béni de l'empire colonial français, la marque "Banania" affichait le portrait d'un jeune Africain béat qui s'écriait, en "petit nègre" comme il se doit, "y a bon banania!".*

Sous la pression des anticolonialistes, cette pub aussi insultante pour l'Afrique que pour la langue française (à laquelle l'Afrique a donné de grands écrivains!) a disparu. Bon débarras! /

Mais un néocolonialisme chasse l'autre: au dos des boîtes de Banania, on peut désormais lire une B.D. aussi laide que débile dont le titre est... "the world of Banania" ... et qui invite les enfants à trouver on ne sait quels "loots" dans le dessin, au demeurant illisible.

Et cela est destiné à qui, sinon aux ENFANTS de FRANCE et des pays FRANCOPHONES, puisque les "bulles" sont rédigés dans un français (à côté duquel les "y a bon" du passé, et même le sarko-jargon, font figure de haute littérature, mais passons!).

Autrement dit, a) Banania se moque du public français et plus particulièrement, des enfants francophones ;

b) il milite pour casser notre langue en lui substituant, -c'est le cas de le dire-, un anglais de cuisine ;

c) ses publicitaires n'ont aucune imagination, ils croient de plus que leur néant d'idées est compensée par leur charab' anglische;

d) il méprise autant la langue de Shakespeare que celle de Molière puisque dans la B.D. on voit certains personnages chanter: "/end aï huil olwez loviouuuu/" (sic) ; ainsi, après avoir "enseigné" le "franco-petit nègre" aux Africains, Banania "enseigne" l'"anglo-petit nègre" aux "frenchies", nouveaux colonisés de l'Amérique ... La fibre coloniale de Banania est donc plus que jamais présente, mais maintenant, c'est l'ancien pays colonisateur qui est colonisé... Alors nous donnons ce conseil désintéressé aux gourmets, aux enfants qui aiment qu'on les respecte , aux parents qui n'aiment pas qu'on manipule la jeunesse et aux amis de la langue française... et de la langue anglaise: n'achetez plus de Banania aussi longtemps que cette pub débile et méprisante n'aura pas été retirée du marché, avec à la clé, la refonte du service publicitaire qui a commis cet attentat à la pudeur linguistique et cette insulte à l'intelligence de la jeune génération!

Et le matin, histoire de préparer le changement de régime qui s'impose dans notre pays, mangez plutôt une vraie banane venue, par exemple, de Guadeloupe!

Georges Gastaud, qui préside le CO.U.R.R.I.E.L., et qui n'aime pas trop trouver des peaux de banane dans son petit déjeuner...

PS/ Ceux qui veulent écrire à Banania (à supposer que ses services de communication entendent notre langue...) peuvent s'adresser à Banania, route d'Etelfay, 80 500 Faverolles

.....

Georges GASTAUD saisit le médiateur de Radio-France :

Georges Gastaud, professeur de philosophie, président du COURRIEL, association progressiste de résistance linguistique au "tout-anglais" à M. Jérôme Bouvier, médiateur de Radio-France le 5 avril 2010

double à plusieurs associations de défense de la Francophonie, ainsi qu'à plusieurs militants de la francophonie

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous interpeller au nom de mon association, et au nom d'auditeurs scandalisés de plus en plus nombreux dans mon entourage (y compris dans la jeunesse), au sujet de la MALTRAITANCE systématique dont la langue française est l'objet sur les antennes de Radio- "France".

Je ne parle même pas des innombrables fautes de grammaire ou de vocabulaire commises par des professionnels de la radio dont on pourrait espérer un minimum de tenue linguistique: quand la maison brûle, on n'en est plus à chercher les taches sur la tapisserie !

Je parle de l'invasion du tout-anglais, du franglais, dans nombre d'émissions et de chaînes qui semblent tout ignorer de la loi Toubon et de l'article 2 de la Constitution./ Radio-France devient ainsi peu à peu une zone de non-droit linguistique./

Ne parlons même pas du "Mouv", dont le nom camoufle mal l'emprunt à l'anglais d'aéroport, et dont la programmation est massivement anglophone.

J'ai en vue également "France-Info", dont les émissions regorgent de locutions anglaises censées faire brancher. Le "comme on dit en anglais" abonde désormais dans la bouche des commentateurs comme si la moindre des choses pour un service public national n'était pas de garantir au locuteur francophone (même s'il parle anglais, il n'a pas forcément envie d'en "manger" à toute heure!) le droit élémentaire à comprendre ce qu'on lui dit. C'est une question minimale de respect! Les émissions consacrées au "Web" sont, de ce point de vue, une vraie caricature.

J'ai également en vue, et c'est plus lamentable et plus surprenant encore, France-Culture: je viens de protester auprès de l'animateur de l'émission consacrée aux "industries culturelles" le dimanche soir sur cette chaîne. C'était hier soir un véritable GALIMATIAS censé faire branché, mais dont l'effet sur l'auditeur moyen est tout bonnement de se sentir exclu et de changer de chaîne. Non seulement l'animateur truffe son propos, ô combien superficiel, de mots américains (le français n'est là que pour assurer la syntaxe, et encore!), mais il cite à tout instant des phrases en anglais en ponctuant de "comme on dit en anglais". C'est une discrimination manifeste et je me réserve d'écrire à la HALDE car jusqu'à nouvel ordre, l'anglais n'est pas encore la maternelle du pays.

Xavier Darcos fait sa rentrée linguistique !

Courrier reçu de Henri MASSON

. Darcos: Des stages d'anglais gratuits proposés en lycée pendant les vacances

01/09/2008-[20:28] - AFP

PARIS, 1 sept 2008 (AFP) - Des stages d'anglais gratuits seront proposés aux lycéens pendant les vacances de février et d'été, sur le modèle des stages linguistiques à l'étranger, afin d'améliorer le niveau d'anglais des Français, a annoncé lundi sur TF1 le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.

Bon pour le [Prix de la Carpette anglaise 2008](#) !
Il faudra instituer un championnat de l'à-plat-ventrisme.

Et pendant ce temps, il y a une réduction programmée des effectifs d'enseignants.

Question à poser : combien nous coûte l'anglais dans le budget de l'EN ?

Ce qui est assez remarquable c'est que Darcos (battu aux législatives 2007) est de la Dordogne, un département où il y a une forte implantation d'Anglais, l'un des plus colonisés de France.

Sur TF1 :

"Les familles fortunées s'offrent des stages à l'étranger, moi je les offre à tout le monde sur place." Des "semaines de stages d'anglais oral intensif" gratuits seront proposés aux lycéens "aux vacances de février, début juillet et fin août", afin d'améliorer leur niveau d'anglais, a annoncé lundi au JT de 20h de TF1 le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.

Les jeunes Français parlent encore trop mal l'anglais, ce qui constitue selon le ministre "un handicap" dans le monde actuel. Il se donne pour objectif qu'"à la fin de la scolarité obligatoire", les Français soient "bilingues". Pour ce faire, outre les stages pendant les vacances en lycée, il compte proposer de l'anglais pendant les deux heures quotidiennes d'accompagnement éducatif dans les

collèges après 16h. Au collège, "dans ces heures d'accompagnement éducatif tous les soirs, il y aura de l'anglais de manière soutenue", a-t-il affirmé. Enfin, l'Education nationale favorisera le "e-learning" en proposant des formations à l'anglais par l'internet, a dit le ministre.

Par groupes d'une dizaine d'élèves

Selon l'entourage du ministre, les stages linguistiques seront proposés dans tous les lycées une semaine pendant les vacances de février et deux semaines au cours des vacances d'été. Destinés aux lycéens volontaires, par groupes d'une dizaine d'élèves, ils seront conduits par des professeurs volontaires payés en heures supplémentaires ou "des lecteurs ou répétiteurs étrangers", a-t-on précisé. Pour les lycéens de terminale, il sera même proposé à cette occasion le passage du Toefl, un test d'anglais de niveau universitaire reconnu à l'échelle internationale, a-t-on ajouté dans l'entourage du ministre. Cette décision a été prise après avoir constaté que les premiers stages de soutien offerts au cours de la deuxième quinzaine d'août dans 200 lycées en difficultés avaient révélé "une attente des élèves" et un volontariat des professeurs, a-t-on encore expliqué.

A la veille de la rentrée scolaire, le ministre a aussi répété qu'il n'avait "aucune inquiétude" quant à l'organisation de l'aide en primaire et que la suppression de 11.200 postes d'enseignants en collèges et lycées, sur les 1.180.000 postes de l'Education nationale, "ne posera pas" de problème. Le ministre de l'Education, interrogé lors d'un "chat" sur 20 minutes lundi, a en outre affirmé que la suppression de la classe le samedi se poursuivrait "sans doute au collège" ([lire notre article](#)).

Autre source :

<http://aliceadsl.lci.fr/infos/france/societe/0,,4068806-VU5WX01EIDUzNg==,00-plus-de-college-le-samedi-matin-.html> :

Par ailleurs, le ministre estime qu'en ce qui concerne l'apprentissage de la langue anglaise, "la situation n'est pas bonne", alors que "de la sixième à la terminale, un élève suit près de 700 heures d'anglais". "Je veux qu'un bachelier français soit bilingue", déclare-t-il.

.....

[L'Académie française contre l'inscription des langues régionales dans la Constitution : voir les articles de Dominique CHABROL \(AFP\) et Christophe VIOLETTE \(OUEST FRANCE\).](#)

Le Secrétaire national du PRCF appelle à signer le Manifeste et soutient l'adresse de l'AFRAV aux parlementaires français

Pôle de Renaissance Communiste en France
Communistes, progressistes, syndicalistes, patriotes républicains,
internationalistes véritables,
prenons notre responsabilité dans la défense de la langue française
gravement menacée par la politique capitaliste du "tout-anglais"!

Chers camarades et amis,

Au nom du Pôle de Renaissance Communiste en France, je vous prie de prendre connaissance de ce communiqué parfaitement justifié de l'A.FR.AV (voir le site de l'AFRAV en page "Sites amis" et la page "Bulletin-Nouvelles"), dont le président est Régis Ravat, syndicaliste. Il est proprement scandaleux que le gouvernement Sarkozy, qui pour complaire à l'électorat lepéniste a créé un "ministère de l'identité nationale et de l'immigration" qui ne cesse de harceler les ouvriers immigrés (francophones pour la plupart, soit dit en passant) joue un rôle moteur dans l'étranglement de la langue française, de plus en plus sacrifiée sur notre sol au "tout-anglais", dans la publicité, la chanson, les sciences, à l'école et à l'université, et même, -de plus en plus dans les relations de travail au sein des grandes entreprises du CAC 40. Des ministres comme Mme Péresse défendent le principe de cours délivrés en anglais à l'université, X. Darcos, qui sacrifie les LV au lycée, veut faire donner des cours d'anglais intensif aux élèves pendant les vacances de Pâques et instaure l'apprentissage de l'anglais obligatoire dès le CE 2 (à quand l'anglais à la maternelle, voire au biberon?), MM. Kouchner et Fillon s'expriment en anglais à l'étranger, reniant ouvertement le statut international du français. Nombre d'entreprises transnationales sises en France offensent gravement les pays de la francophonie en communiquant avec eux en anglais. Et Sarkozy n'a pas même répondu aux courriers lui demandant d'intervenir pour que la France ne soit pas représentée par un chanteur s'exprimant en anglais à l'eurovision. Quelle honte, quel comportement d'esclave et de colonisé VOLONTAIRE de la part de la "Franceurope d'en haut", qui suit en cela les consignes de l'Europe supranationale qui promet outrageusement l'anglais comme langue unique de communication, quitte à violer ses propres lois! Il est vrai que le Baron Seillères, ex-patron du MEDEF devenu président de "BusinessEurope" (le syndicat unique des grands patrons européens) a déclaré qu'il ne s'exprimerait désormais officiellement "qu'en anglais, langue des affaires et des entreprises" et que le bien nommé Jean-Claude Trichet, président "français" de la Banque européenne qui dilapide l'argent public pour sauver les banques, a déclaré lors de son entrée en fonction: "I am not a French man"!

Et ces gens-là prétendent apprendre le patriotisme aux supporters de l'équipe tunisienne qui ont sifflé la Marseillaise au stade de France (de manière condamnable certes, même si leur comportement est explicable sinon justifiable). Regardez-vous donc dans la glace, tristes carpettes de l'américanisation de la France que vous êtes, Messieurs les dirigeants du MEDEF, de l'UMP et autres dirigeants "français" de l'Union européenne, du FMI (Strauss-Kahn) et de l'OMC (Lamy) !

Quant à la "gauche" officielle, celle qui est représentée au parlement, elle ne fait strictement rien pour défendre la langue française; bien au contraire, son seul "acte linguistique" dans la dernière période, a été d'inscrire les "langues régionales" à l'article 1 de la Constitution, c'est-à-dire de les introduire dans ce texte avant même la langue française, "langue officielle de la République", inscrite à l'article 2! Le propos n'est évidemment pas de nier l'intérêt des langues régionales qui, en effet font partie du patrimoine national, mais de mettre en évidence que nos "élites" UMPS et assimilées veulent prendre la langue française, considérée par eux comme un "handicap" à l'euro-mondialisation "à l'américaine" comme un obstacle à l'intégration européenne de la France, ou pour mieux dire, à sa

désintégration dans l'Europe atlantique.

Toute cette politique de casse de l'identité culturelle et linguistique de notre pays accompagne le démontage de la nation par la classe dominante: pour mettre au pas la classe ouvrière et la jeunesse frondeuse de France, il faut en effet casser tout l'héritage national progressiste dont gardent trace, non seulement les acquis sociaux de 1936, 45 et 68, non seulement la laïcité inscrite dans la loi de 1905, non seulement le découpage territorial issu de 1789 (le pouvoir aidé par le PS veut mettre rapidement fin aux départementales et à l'autonomie des communes), non seulement à la souveraineté nationale (adoption de la constitution supranationale bis, dite traité de Lisbonne, par le parlement, en violation du vote du 29 mai 2005), non seulement l'idée même d'une "défense nationale" sacrifiée à la vassalisation totale de l'armée française dans l'OTAN, mais la LANGUE FRANÇAISE, qui porte trace dans ses mots et sa littérature magnifique des avancées humaines que signifient pour tous les peuples du monde les noms de Villon et de Rabelais, de Descartes et de Molière, de Rousseau et de Diderot, de Rimbaud et d'Hugo, d'Aragon et de Césaire.

Face à cet exterminisme culturel, symptomatique du pourrissement réactionnaire du capitalisme mondialisé en proie au totalitarisme culturel et idéologique, les vrais communistes, les vrais républicains doivent riposter. C'est pourquoi,

a) le PRCF appelle à signer et à diffuser le Manifeste progressiste pour la défense de la langue française, lancé par notre camarade Georges Hage (plus de 1000 signataires de tous milieux) et à faire connaître le site du COPREL (Comité populaire de Résistance linguistique), www.defenselanguefrancaise, en communiquant vos réactions de défense du français contre le "tout anglais" à l'administrateur du site;

b) le PRCF soutient l'adresse de l'AFRAV aux parlementaires français (copie ci-dessous) et demande à ses correspondants de la faire diffuser largement de manière à mettre sous pression ces parlementaires sans caractère dont beaucoup ne se soucient de la nation que lorsqu'il s'agit d'attiser la xénophobie et le racisme.

Comme les communistes l'ont appris de Maurice Thorez, de Jacques Duclos, de Benoit Frachon, de Pierre Sémard, de Guy Moquet, mais aussi de Georges Dimitrov (secrétaire de l'Internationale Communiste), de Ho Chi Minh ou de Fidel Castro, le combat pour l'émancipation sociale est indissociable du combat pour l'indépendance nationale: c'est encore plus vrai à l'époque du pourrissement social induit par la mondialisation impérialiste imposée par les Etats-Unis et leurs vassaux sur les ruines du camp socialiste: dans ce combat vital, les militants communistes, syndicalistes, républicains et progressistes, commettraient une faute lourde s'ils se désintéressaient de l'avenir de la diversité linguistique menacée par la dictature du "globish english" et les énormes discriminations de classe dont sa triste victoire finale serait porteuse pour tous ceux qui auraient du mal à abandonner ces nouveaux "patois" que deviendraient tôt ou tard le français, l'allemand, l'italien, le grec... et la langue de Shakespeare elle-même, la première à être actuellement broyée par le "business english".

Georges Gastaud, secrétaire national du PRCF.

.....

8 janvier 2008 / 8 janvier 2009

Le site du Manifeste progressiste de défense de la langue française a 1 an !

Vous le trouverez en 1ère page (3ème position) du "moteur de recherche le plus connu"

- 2840 visiteurs
- 191 signatures
- 32 participations au forum ("peut mieux faire" !)
- 2 pages nouvelles
- 1 en préparation
- 1 seul écho à la page "Créateurs"("peut mieux faire"!))